

## Accès à l'université: plus de 400 professeurs de fac dénoncent une "sélection hypocrite" (tribune)

Paris, 10 avr. 2018 (AFP) -

Plus de 400 professeurs dénoncent la "sélection hypocrite" de la réforme de l'accès à l'université, joignant leur voix à celle d'étudiants grévistes, et affirment leur volonté d'"élever le niveau de ceux qui ne l'ont pas", dans une tribune publiée mardi sur le site franceinfo.fr.

Ces 425 enseignants de fac s'opposent à la réforme en se plaçant d'emblée du côté des étudiants qui bloquent actuellement plusieurs universités en France: "Nous, enseignants-chercheurs, soutenons et accompagnons les étudiants dans leur contestation de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) et de Parcoursup depuis le début de leur mouvement", écrivent-ils.

Cette réforme met en place, selon eux, une "sélection hypocrite": "D'un côté, les responsables gouvernementaux refusent catégoriquement d'utiliser ce mot. Mais, de l'autre, on nous demande de classer les candidatures de sorte qu'un couperet tombera une fois les capacités d'accueil des filières saturées".

Pour les signataires de la tribune, "le gouvernement préfère la sélection au financement des universités à la hauteur des besoins".

Fustigeant une politique d'orientation qui "ne donne aucun moyen pour mettre en place les cours de mise à niveau, dont il annonce unilatéralement la mise en place", ils pointent du doigt l'absence d'une annonce d'une "loi rectificative du budget".

"L'affirmation récente de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qui évoque un milliard d'euros destiné à la refonte du premier cycle est une +fake news+", jugent-ils ainsi, déplorant "une inexorable dégradation de l'enseignement supérieur depuis une vingtaine d'années".

Enfin, les enseignants soulignent leur rôle et affirment leur volonté d'"éduquer et de former": "Il serait vain, nous dit-on, d'accueillir davantage d'étudiants à l'université dès lors qu'ils n'ont pas le niveau. Ce serait un gaspillage des deniers publics ! (...) Quel serait notre rôle s'il s'agissait seulement de dispenser des cours à ceux qui n'ont aucun problème et qui ont la chance d'avoir le niveau et d'être doués pour les études supérieures ?"

"Ce qui fait la noblesse de notre métier n'est-il pas d'élever le niveau de ceux qui ne l'ont pas, c'est-à-dire pas encore ?", insistent-ils, disant leur souhait de "donner leur chance à tous ceux qui ont le degré minimum, à savoir le baccalauréat".

La loi sur la réforme d'accès à l'université, votée le 15 février, vise à réduire le taux d'échec en première année, selon le gouvernement, par un système inédit de classement des dossiers.

Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, neuf sites universitaires étaient bloqués lundi sur les 400 que compte le territoire.

mig/blb/bw

Afp le 10 avr. 18 à 07 00.